

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE GRANIT
MUNICIPALITÉ DE LAMBTON**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 16-443 SUR LA
PROTECTION DES PLANS D'EAU CONTRE LES
ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES**

ATTENDU QUE le Petit-Lac Lambton est situé dans le territoire de la Municipalité de Lambton;

ATTENDU QUE l'affluence d'utilisateurs d'embarcations augmente le risque de contamination par les moules zébrées, les myriophylles et autres espèces exotiques envahissantes;

ATTENDU QUE des mesures préventives doivent être mises en place de façon à contrer la propagation et l'infiltration de ces espèces;

ATTENDU QUE des études scientifiques ont prouvé que les moules zébrées, les myriophylles et autres espèces exotiques envahissantes peuvent causer des dommages considérables à la flore, la faune, la qualité de l'eau, la santé publique, les quais, bouées, barrages et embarcations;

ATTENDU QU'une municipalité dispose, ainsi que l'indique l'article 2 de la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1), des pouvoirs lui permettant de répondre aux besoins divers et évolutifs des citoyens sur son territoire;

ATTENDU QUE ladite loi, au quatrième paragraphe du premier alinéa de l'article 4 et à l'article 19, accorde à la municipalité des compétences en matière d'environnement;

ATTENDU QUE ladite loi, au premier paragraphe du premier alinéa de l'article 6, accorde à la municipalité, dans le cadre de l'exercice de son pouvoir réglementaire, le pouvoir de prohiber une activité qui serait susceptible de compromettre la qualité de l'environnement sur son territoire;

ATTENDU QUE l'adoption de la *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection* (L.R.Q., c. C-6.2), le législateur a consacré le principe que « l'usage de l'eau est commun à tous et que chacun doit pouvoir accéder à une eau dont la qualité et la quantité permettent de satisfaire ses besoins essentiels »;

ATTENDU QUE le conseil considère qu'il est opportun et dans l'intérêt des contribuables de la Municipalité de Lambton d'adopter un règlement obligeant les utilisateurs du Petit-Lac Lambton à se conformer aux règles prévues aux présentes;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné à la séance ordinaire du conseil du 9 février 2016

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR LOUISE DEBLOIS, APPUYÉ PAR ROCH LACHANCE ET RÉOLUTION À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS QUE LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 OBJECTIF

Le présent règlement a pour but :

1. De contribuer à prévenir l'envahissement du Petit-Lac Lambton par des espèces exotiques telles que les moules zébrées, les myriophylles et autres espèces exotiques envahissantes afin d'assurer la sécurité publique et le maintien de la qualité des eaux;
2. De réduire les impacts négatifs des espèces envahissantes sur la qualité de l'eau en régissant l'accès des embarcations au Petit-Lac Lambton.

ARTICLE 3 APPLICATION

Le présent règlement s'applique au Petit-Lac Lambton seulement lorsque la station de lavage est en opération selon la période établie de la mi-mai à la mi-octobre, sauf dispositions contraires.

ARTICLE 4 PERSONNES ASSUJETTIES

Le présent règlement assujettit toute personne de droit public ou privé, y compris les personnes morales.

ARTICLE 5 TERMINOLOGIE

Les termes et expressions utilisées dans ce règlement ont le sens qui leur est ordinairement attribué par le dictionnaire. D'autre part, certaines expressions ont le sens qui leur est ci-après attribué.

Certificat de lavage :	Document de la municipalité de Lambton qui atteste que l'embarcation, ses accessoires (ancre, vivier, radar, etc.), la remorque ainsi que l'arrière du véhicule ont été lavés avant d'être mis à l'eau.
Certificat d'usager :	L'attestation émise par la Municipalité au propriétaire riverain conformément aux dispositions de l'article 11. La demande de cette attestation ne peut être faite qu'à l'Hôtel de Ville, sauf indication contraire par la Municipalité.
Débarcadère :	Tout endroit où il est possible d'effectuer la mise à l'eau d'une embarcation et qui appartient à la Municipalité ou à un propriétaire riverain.
Embarcation :	Tout appareil, ouvrage ou construction flottants destinés à un déplacement sur

l'eau, qui est à voile, à rame, à moteur ou tout autre mode de propulsion.

Espèce exotique envahissante : Organisme croissant hors de son aire de distribution naturelle et pouvant devenir envahissant et nuisible telles les moules zébrées, les myriophylles et autres espèces similaires.

Lavage : Opération qui consiste à laver une embarcation, ses accessoires (ancres, vivier, radar, etc.), la remorque ainsi que l'arrière du véhicule à un poste de lavage, avant la mise à l'eau, au moyen d'un pulvérisateur à pression, sans détergent ni acide, avec comme but de déloger de l'embarcation et ses accessoires toute espèce exotique envahissante qui pourrait s'y trouver.

Municipalité : Municipalité de Lambton.

Poste de lavage : Installation physique aménagée aux fins de lavage des embarcations et leurs accessoires avant leur mise à l'eau et dont l'emplacement est situé au Parc municipal du Grand lac St-François.

Propriétaire riverain : Toute personne, physique ou morale, étant propriétaire et/ou résident d'une propriété limitrophe au Petit-Lac Lambton. Sont également inclus les détenteurs d'une servitude réelle de passage (notariée) sur un emplacement limitrophe au Petit-Lac Lambton.

Utilisateur : Toute personne ayant la garde et le contrôle d'une embarcation.

ARTICLE 6 DÉBARCADÈRES AUTORISÉS

Le débarcadère municipal du Petit-Lac Lambton ainsi que toute utilisation d'un terrain riverain au Petit-Lac Lambton à des fins de desserte et/ou de descente d'embarcation.

Toute autre installation, construction ou aménagement d'une rampe de mise à l'eau sont prohibés.

ARTICLE 7 USAGE INTERDIT

Nul ne peut utiliser ou permettre que soit utilisé un terrain afin qu'une personne, autre que le propriétaire riverain, ait accès au lac avec une embarcation s'il ne se conforme pas aux conditions d'accès au plan d'eau du présent règlement.

ARTICLE 8 CERTIFICAT DE LAVAGE

Tout utilisateur doit, avant la mise à l'eau d'une embarcation au Petit-Lac Lambton, faire laver cette embarcation au poste de lavage situé au Parc municipal du Grand lac St-François.

Il est de la responsabilité de l'utilisateur de valider les heures d'ouverture de la station de lavage afin d'être en mesure d'effectuer le lavage de son embarcation avant toute expédition sur le lac.

Nonobstant le paragraphe précédent, toute embarcation mise à l'eau sur le Petit-lac Lambton dans le cadre d'une intervention d'urgence n'est pas tenue aux exigences du présent règlement.

ARTICLE 9 CONDITIONS D'ÉMISSION DU CERTIFICAT DE LAVAGE

L'utilisateur de l'embarcation doit se présenter au poste de lavage situé au Parc municipal du Grand lac St-François et effectuer le lavage de son embarcation selon les indications recommandées par la municipalité.

Par la suite, le préposé remet un certificat de lavage qui doit être conservé par l'utilisateur pendant toute la durée de l'expédition sur le plan d'eau.

ARTICLE 10 DURÉE DU CERTIFICAT DE LAVAGE

Le certificat de lavage est valide pour toute la durée de l'expédition sur le plan d'eau.

Dès que la date inscrite sur le certificat de lavage atteint l'échéance, ou que l'utilisateur met son embarcation sur un autre plan d'eau, un nouveau certificat de lavage est requis avant sa remise à l'eau au Petit-Lac Lambton.

ARTICLE 11 CERTIFICAT D'USAGER

Sont exemptées de lavage les embarcations entreposées sur le terrain du propriétaire riverain à la condition qu'il fournisse à la Municipalité une déclaration écrite à l'effet que l'embarcation n'a pas été mise à l'eau sur un autre plan d'eau que le Petit-Lac Lambton et qu'il est propriétaire du terrain sur lequel l'embarcation a été entreposée, auquel cas un certificat d'usager lui sera délivré.

ARTICLE 12 TARIFICATION POUR LE LAVAGE

Le certificat de lavage est gratuit pour tous les utilisateurs.

ARTICLE 13 APPLICATION

La Municipalité peut nommer par résolution toute personne qu'elle désire pour appliquer les dispositions du présent règlement. La Municipalité peut aussi conclure une entente particulière avec toute personne pour qu'elle applique ce règlement et en perçoive le coût au nom de la Municipalité.

Toute personne nommée par résolution pour voir à l'application du présent règlement a en plus le pouvoir d'interdire l'accès au Petit-Lac Lambton par les terrains de la Municipalité ou d'un propriétaire riverain à toute embarcation qui ne se conforme pas aux conditions d'accès au plan d'eau dans le présent règlement.

Cette personne peut requérir l'aide de tout corps policier légalement constitué en vertu d'une loi du Canada ou du Québec pour lui aider dans l'exécution de son mandat.

ARTICLE 14 INFRACTIONS

Le fait, pour tout utilisateur d'une embarcation de mettre à l'eau une embarcation sur le Petit-Lac Lambton en ne respectant pas en tout point l'une des dispositions du présent règlement constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 15 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Toute contravention au présent règlement constitue une nuisance et est prohibée.

ARTICLE 16 AUTRES DISPOSITIONS – POUVOIR EN VERTU DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Toute personne désignée par la municipalité à l'application du présent règlement peut remettre à tout contrevenant, sur les lieux mêmes de l'infraction, un avis d'infraction qui en indique la nature ou un constat d'infraction conformément au Code de procédure pénale (L.R.Q., c. C-25.1).

ARTICLE 17 DISPOSITIONS PÉNALES

Toute personne qui contrevient aux dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de cinq cents dollars (500 \$) s'il s'agit d'une personne physique et de mille dollars (1 000 \$) s'il s'agit d'une personne morale.

En cas de récidive, le montant des amendes est doublé.

Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus.

ARTICLE 18 INFRACTION CONTINUE

Si l'infraction est continue, cette continuité constituera, jour par jour, une offense distincte. À défaut de paiement dans le délai par le juge, le contrevenant sera passible des sanctions prévues au Code de procédure pénale (L.R.Q., c. C-25.1).

ARTICLE 19 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Lambton, le 12 mai 2016

GHISLAIN BRETON
Maire

MARYSE CHAMPAGNE
Secrétaire-trésorière adjointe

Avis de motion : 9 février 2016
Adoption du règlement : 10 mai 2016
Entrée en vigueur : 12 mai 2016